



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165 de Carillon, local 309, Québec (Québec), G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 Télécopieur: (418) 525-0740

www.pauvrete.qc.ca

Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

Élections Québec 2014

Inscrire la pauvreté, et les gens qui la vivent, au cœur des enjeux électoraux!

Québec, le 19 mars 2014 – Considérant que la pauvreté touche près d'un million de personnes au Québec, le Collectif pour un Québec sans pauvreté souhaite affirmer l'importance d'aborder cette question au cours de l'actuelle campagne électorale.

En 2012, l'enjeu de la pauvreté n'a occupé que 1,36% de l'espace médiatique, selon Influence communication. « Comme la pauvreté est un phénomène complexe et que les actions nécessaires pour l'éradiquer le sont tout autant, la population devrait pouvoir savoir ce qu'en pensent les différents partis », d'affirmer Serge Petitclerc, porte-parole du Collectif. C'est pourquoi le Collectif propose cinq sujets liés à la pauvreté sur la base desquels les médias peuvent questionner les formations politiques qui aspirent à gouverner le Québec.

1- AU QUÉBEC, LA GRANDE PAUVRETÉ, ÇA EXISTE

Au Québec, une personne sur dix se trouve en situation de survie. Ce sont 842 000 personnes dont le revenu n'est pas suffisant pour combler leurs besoins de base : des femmes et des hommes de tous âges, vivant seulEs ou en couple, avec ou sans enfants. Ces personnes sont obligées de faire des choix cruels, par exemple sacrifier l'achat d'un médicament pour pouvoir se nourrir.

Qu'est-ce que les différents partis entendent faire pour améliorer significativement et rapidement la situation des 842 000 personnes qui ne couvrent pas leurs besoins de base?

2- AU QUÉBEC, ON PEUT DEMEURER PAUVRE MÊME EN TRAVAILLANT À TEMPS PLEIN

On parle souvent du travail comme étant la voie privilégiée pour sortir de la pauvreté. Pourtant, des centaines de milliers de travailleurs et travailleuses vivent dans la pauvreté. Le revenu d'une personne seule travaillant 40 heures par semaine au salaire minimum n'atteint même pas le Seuil de faible revenu de Statistique Canada. C'est tout simplement inacceptable.

Comment les différents partis comptent-ils améliorer le revenu des travailleurs et des travailleuses pauvres?

3- PLUS DE PROSPÉRITÉ NE RIME PAS NÉCESSAIREMENT AVEC PLUS D'ÉGALITÉ

Plusieurs défendent l'idée qu'avant de mieux répartir la richesse, il faut d'abord la créer. Malheureusement, la réalité montre surtout que la richesse, une fois créée, n'est pas équitablement partagée. À titre d'exemple, au Québec, entre 1990 et 2011, le pouvoir d'achat des 20 % de la population les plus riches a progressé plus rapidement que celui des 20 % les plus pauvres. Les inégalités ne sont pas seulement néfastes pour les plus pauvres, mais pour l'ensemble de la population.

Que proposent les différents partis pour stopper, voire inverser, l'accroissement des écarts entre les plus riches et les plus pauvres?

4- LES PRÉJUGÉS ENVERS LES PLUS PAUVRES CONSTITUENT UN OBSTACLE MAJEUR À LA LUTTE À LA PAUVRETÉ

Souvent, on accuse les personnes en situation de pauvreté d'être entièrement responsables de leur sort. Pourtant, ce sont surtout des facteurs hors du contrôle des individus, comme la croissance économique, les transferts gouvernementaux, etc., qui ont la plus grande influence sur les taux de pauvreté. Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, c'est lorsqu'on offre un meilleur soutien financier aux personnes qu'elles parviennent à s'en sortir. Au cours des dernières années, ce sont les ménages dont le montant des prestations était le plus élevé qui ont quitté en plus grand nombre l'aide sociale, pour retourner aux études ou sur le marché du travail.

Comment les différents partis s'y prendront-ils pour contrecarrer les préjugés à l'égard des personnes en situation de pauvreté?

5- HAUSER LES TARIFS, ÇA RÉDUIT L'ACCÈS AUX SERVICES PUBLICS

Les services publics québécois sont un instrument essentiel à la redistribution des richesses. En effet, la majorité des ménages reçoivent plus de services que ce qu'ils paient en impôts, taxes et cotisations. Mais voilà qu'avec les hausses de tarifs des dernières années, cet effet redistributif s'est amoindri. Les hausses de tarifs annoncées pour les services de garde, hausses qui, à terme, représenteront annuellement 500\$ par enfant pour une fréquentation à temps plein, réduiront l'accès à ce service et appauvriront non seulement les personnes en situation de pauvreté, mais aussi la classe moyenne.

Les différents partis s'engagent-ils à améliorer l'accès aux services publics pour les plus pauvres et la classe moyenne? Si oui, de quelle manière?

Le Collectif pour un Québec sans pauvreté demeure disponible pour discuter davantage de ces enjeux et des différentes avenues possibles pour construire un Québec sans pauvreté, égalitaire et riche de tout son monde.